L'EVEIL Hebdo

N° 488 / 12 ème année. mardi 15 juillet 2003

L'APRÈS 08 JUIN :

Purges au sein de l'appareil d'Etat

Un mois après la tentative de putsch manquée, le raïs continue sa lessive qui semble loin d'être terminée

Une seule question pendait sur toutes les lèvres au lendemain du 9 juin : le raïs tirera-t-il les leçons de ce putsch avorté ? Pour les sceptiques, la réponse était non, parce qu'à quelques mois d'une élection présidentielle cruciale, le Chef de l'Etat ne dispose pas d'une large marge de manœuvre.

Le Colonel Sedigh, un officier "propre et apolitique"

Le moins que l'on puisse dire, est qu'il a déjoué tous les pronostics. La fumée des canons s'étant à peine dissipée, le voilà qui procède au limogeage ou au remplacement des principaux responsables à la tête de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Garde nationale.

Ainsi, le colonel El Hadi Ould El Sedigh, jusque-là adjoint de feu Mohamed Lemine Ould N'-Diayane, est promu Chef d'Etat Major de l'Armée nationale. Une promotion qui, bien que paraissant logique, suscite des commentaires au sein de la population. Hartani de Tékane (Trarza), le colonel Sedigh, qu'on dit ne pas être le plus ancien dans le grade de Colonel, est réputé être un homme propre et surtout très en retrait par rapport à la politique. Un trait de caractère qui a pu être déterminant dans le choix de l'homme pour ce poste, dans la mesure où justement les auteurs de la tentative avortée sont des politiciens et, pour certains, des militants actifs de certains groupuscules idéologiques. Avec le colonel Sedigh, le raïs chercherait-il donc à dépolitiser l'armée et à lui rendre sa véritable mission de gardienne des institutions républicaines, après qu'elle fut plusieurs années durant une cuisine politico-idéologique, y compris, durant un certain temps, à son profit lui-même ?

Cheikh El Avia, victime du putsch ou du plan d'urgence contre la sécheresse ?

Après l'armée, le Président de la République s'est attaqué au gouvernement, dont le principal visé a été son chef, Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, qui a entraîné dans sa chute deux poids lourds de son équipe, le Ministre des Finances, Boïdjel Ould Houmeïd, et le Ministre de l'Intérieur, Lemrabott Sidi Mahmoud.

Première surprise, Cheikh El Avia est remplacée par Me Sghaïr Ould M'Bareck, jusque-là ministre de la justice, mais surtout, fédéral du Prds depuis seulement moins de 10 jours. Ce qui laisse croire que quelque chose a dû se passer pour inciter le Président de la République à prendre cette décision. On évoque, à ce sujet, le détournement d'une somme, variant selon différentes sources, de 17 à 22 milliards d'UM destinés au plan d'urgence mis en place pour atténuer les effets de la sécheresse sur les hommes et le bétail. Information d'autant plus plausible que le 4ème acteur de ce plan (en plus de Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, Boïdjel Ould Houmeïd et Lemrabott Sidi Mahmoud) n'est autre que Didi Ould Biyé, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, lui aussi, emporté dans la tourmente. Pour ce dernier, on savait depuis belle lurette que le PAM (programme alimentaire mondial) se méfiait beaucoup de sa collaboration.

La question qui se pose est de savoir pourquoi c'est justement maintenant qu'on découvre ce pot aux roses ? En touchant d'une pierre plusieurs cibles, Ould Taya semble vouloir marquer l'opinion pour dire que désormais, on ne tolérera plus les détournements. Lors de la séance du Conseil des ministres qui a suivi ces limogeages, le raïs aurait longuement fustigé la mauvaise gestion des deniers publics qui gangrène tous les départements ministériels.

Louleïd, chute brutale

Enfin - du moins pour le moment - le Président Ould Taya s'est occupé de son parti, le Prds. Et c'est de là qu'est venue la plus grosse surprise : Louleïd Ould Weddad, le tout puissant Dircab du Président pendant plusieurs années, député de Ouadane, redoutable Secrétaire général du Prds, dont la seule évocation du nom faisait trembler Directeurs, Secrétaires généraux et même ministres, est remercié d'une façon peu glorieuse. Non seulement, il n'est plus secrétaire général du parti, mais il est en plus exclu du Conseil national, tout comme l'ancien Premier ministre. Les deux hommes sont subitement passés du sommet à la base, sans transition. La chute n'en fut que plus brutale. Pourquoi ont-ils été exclus du Conseil National dont ils étaient membres ?

Il ne fait pas de doute que le raïs leur reproche leur silence durant le coup de force des 8 et 9 juin qui a failli emporter son régime. Durant ces deux jours de calvaire où la mort rodait autour du Chef, ils auraient été injoignables au téléphone. Dans ce cas, combien sont-ils à s'être terrés en attendant de voir qui va l'emporter ? Et comme pour enfoncer le clou, d'aucuns avancent que l'un et l'autre avaient demandé l'asile en Espagne. Ce que l'on ne confirme ni n'infirme dans cette chancellerie.

Avec cette décision, Ould Taya a prouvé qu'il était en mesure de faire le nettoyage dans son entourage, qui lui a toujours raconté des mensonges sur la situation réelle du pays. Mais s'il a prouvé qu'il en avait les capacités, en a-t-il la volonté ?

Jusqu'où ira le président de la République ?

Le retour de Boullah Ould Mogueya comme Secrétaire général du Prds, poste qu'il a occupé entre 1992 et 1995, laisse les observateurs béats. On s'attendait à des hommes neufs, capables d'incarner les aspirations de changement des militants. Avec Ould Mogueya, on craint que ce ne soit un retour à la case départ.

Toujours sur le même registre, la nomination de Me Sghaïr Ould M'Bareck comme Premier Ministre semble, malgré tout, s'inscrire dans la continuité. Homme du système, il est loin d'être propre aux yeux de l'opinion et ne pourrait donc incarner le renouveau tant attendu. Son choix semblerait plutôt dicté par des calculs électoralistes. En effet, le fait de nommer un hartani à ce poste est d'une portée symbolique non négligeable et constitue visiblement un clin d'œil à l'électorat de cette communauté de la part d'un Président qui, rappelons-le, fut le premier à nommer un ministre hartani, en 1986, en la personne de Messaoud Ould Boulkheïr !

Dans certains milieux de l'opposition, on commence à s'interroger sur les conséquences de ces mesures et sur leur portée réelle. Si Ould Taya a osé ainsi chambouler le dispositif de son parti à quelques mois de l'élection présidentielle, ne projette-t-il pas de s'appuyer sur l'administration pour gagner les élections ? S'interroge-t-on, avant de se demander pourquoi n'a-t-il pas encore fait un geste d'ouverture envers la classe politique qui, dans son ensemble, a condamné le putsch et a prouvé par la même occasion qu'au lieu de constituer un danger, elle était plutôt un rempart pour la démocratie ? Autant de questions auxquelles seul le locataire du Palais ocre est capable d'apporter des éléments de réponses.

En attendant, les plus optimistes estiment que les mesures prises jusque-là - qualifiées par certains de "coup d'Etat civil" de Ould Taya - ne sont en fait que provisoires et que les véritables changements interviendraient après le 07 novembre.

Le "cas Sghaïr" serait-il donc un phénomène transitoire, le temps d'une élection ? Rien n'est moins sûr. A la limite, on pourrait supposer que la personne de Sghaïr, elle, est transitoire, mais le symbole, lui, restera et il est fort probable que Ould Taya réserve désormais la primature à un hartani, surtout si l'on analyse sa déclaration à "Jeune Afrique l'Intelligent", lorsqu'il dit que "les événements du 08 juin ont fait avancer la conscience nationale de 10 ans".

Hamadou